

# Environnement Mobilisés contre la mort de la brigade verte

Unique en France, la brigade verte haut-rhinoise devrait disparaître d'ici fin 2019. Les élus du syndicat mixte des gardes-champêtres intercommunaux du Haut-Rhin et le personnel de la brigade verte s'y opposent.

Un projet de loi prévoit la création de polices territoriales par la fusion des gardes-champêtres et des polices municipales d'ici l'an prochain. Une bonne nouvelle pour tous les gardes-champêtres de France, qui devraient voir leur fonction ainsi revalorisée. Une mauvaise nouvelle pour ceux du Haut-Rhin qui mutualisent leurs moyens depuis 25 ans au sein de la brigade verte à laquelle adhèrent 314 communes sur 377.

## « Police de proximité »

Mardi soir à Réguisheim, la réunion du conseil syndical de la brigade verte, présidé par Henri Masson, maire de Roggenhouse, a sonné l'heure de la mobilisation. Les élus locaux ont redit leur attachement à cette « police de proximité » qui a prouvé son efficacité au quotidien pour toutes les questions environnementales en milieu rural – circulation, pollution, déchets, nuisances, animaux. Ils ont voté une motion



Les agents de la brigade verte interviennent pour toutes les questions environnementales en milieu rural, notamment pour les dépôts sauvages d'ordures. Archives Jean-François Frey

qu'ils vont transmettre aux communes, au conseil général et aux parlementaires pour « pérenniser la brigade verte, précurseur de la mutualisation, modèle d'une généralisation à l'ensemble du territoire national ».

Catherine Troendle, sénatrice et maire de Ranspach-le-Bas, y a expliqué la difficulté de maintenir la spécificité haut-rhinoise dans le grand chantier de la réforme territoriale en cours. « Il y a deux ans déjà, j'ai senti le danger. J'ai averti le gouvernement, travaillé avec le ministre de l'Intérieur et la commission des lois. » Alors que la création des polices territoriales devrait être promulguée l'an prochain, la sé-

natrice haut-rhinoise a réussi à faire passer, le 16 juin, en première lecture du projet de loi au Sénat, un amendement qui laisse un sursis à la brigade verte jusqu'au 31 décembre 2019. Le temps d'assurer la transition. Et de trouver une solution juridique conciliant droit national et droit local, avec un juriste qui sera embauché par le syndicat mixte de la Brigade Verte.

Les 67 salariés de la brigade verte sont inquiets pour leur avenir, car ils devront désormais être intégrés par une communauté de communes ou d'agglomération à fiscalité propre, qui devra en assumer le coût. Jusqu'à présent,

c'est le conseil général qui assumait 48 % des coûts de la brigade verte, et les communes le reste. Quand le conseil général n'existera plus, la charge en incombera aux communautés de communes. Accepteront-elles de l'inscrire à leur budget ? Ou la future grande Région aura-t-elle une compétence environnement qui lui permettrait de se substituer au conseil général ?

Catherine Troendle ne désespère pas de trouver « un outil » qui permettra de maintenir dans le Haut-Rhin ce service public largement apprécié.

Elisabeth Schultness

## Salon Voitures d'occasion à Mulhouse

Le Parc-Expo de Mulhouse accueillera ce week-end le 2<sup>e</sup> Salon de la voiture d'occasion. Ce rendez-vous, organisé par la corporation des professionnels de l'automobile de Haute-Alsace, rassemblera sur une surface couverte de 10 000 m<sup>2</sup> quelque 400 véhicules d'occasion de toutes marques et tous styles (citadines, 4x4, coupés, cabriolets, voitures sans permis, électriques...), dans une large gamme de prix, avec « des offres spécifiques » et les mêmes garanties que dans la dizaine de concessions participantes. Un espace gratuit avec structures gonflables sera prévu pour les enfants.

■ Y ALLER Parc-Expo, 120 rue Lefebvre à Mulhouse, samedi et dimanche de 9 h à 19 h. Entrée libre, restauration possible sur place.

## Transports Des cabanes pour lutter contre la construction du GCO

Le collectif GCO Non merci va ériger des cabanes sur le trajet de la future autoroute à péage pour tenter de retarder le projet et informer le public.

Le collectif GCO Non merci compte ériger des « cabanes anti-GCO ». Ces constructions devraient voir le jour sur les terrains prévus pour accueillir la future autoroute. Les sites sont envisagés sur des parcelles privées, pour éviter leur démantèlement, à Kolbsheim, Ittenheim, Pfulgriesheim ou Vendenheim.

« La première cabane sera construite près du rond-point entre Duppigheim et Duttlenheim, demain à 10 h 30 », explique le collectif. Elle sera démontée, mais préfigurera ce que seront les autres cabanes pérennes destinées « à la fois à retarder le projet mais également à être un lieu de rencontre. Nous souhaitons y informer le public qui ignore souvent que cette future autoroute sera à péage ». Le public sera aussi invité à participer à leur construction future.

## « Une solution cynique »

Les membres de ce collectif – écologistes, maires, associations, agriculteurs, simples citoyens... – ont détaillé à cette occasion, à Strasbourg, leurs arguments contre la réalisation de ce projet. Ils se sont basés sur le rapport que les deux conseillers généraux de l'Environ-

nement et du Développement durable avaient présenté à la préfecture de Strasbourg pour soutenir le GCO.

Le collectif constate tout d'abord que le trafic a déjà baissé ces dernières années sur l'autoroute A 35 : « Le recours aux transports collectifs, au télétravail, à quelques aménagements routiers, à l'interdiction du transit des poids lourds aux heures de pointe permettrait de réduire la circulation et rendrait inutile la réalisation du GCO », juge-t-il. « Mais nos décideurs se couchent devant un lobby très puissant », regrette le collectif.

« Transformer l'autoroute actuelle en boulevard urbain est un non-sens : comment y faire passer quatre fois plus de voitures que sur l'autre boulevard urbain qui mène à Kehl, sans bouchons ? Les bouchons ainsi provoqués sur l'actuelle A35 pousseront les automobilistes à emprunter le GCO et donc à le rendre plus rentable. C'est cynique », fustigent les intervenants.

Ils ont redit que pour eux « le GCO est une impasse : il permettrait, selon le rapport de novembre dernier, de ne réduire le trafic que de 3,8 % pour les voitures et de 11 % pour les poids lourds ». Mais pour un coût de 700 millions d'euros en plus des 200 millions d'argent public pour le réaménagement de l'actuelle A35. Ils demandent donc que des solutions alternatives soient mises en œuvre.

AL. B.

## Réforme territoriale Rassemblement CGT devant le conseil général du Bas-Rhin

Une vingtaine de membres de la Fédération CGT des services publics du Bas-Rhin se sont rassemblés symboliquement, hier matin, devant le siège du conseil général du Bas-Rhin à Strasbourg. Ils brandissaient quelques drapeaux et pancartes.

Ces militants syndicaux dénoncent notamment l'acte III de la décentralisation. Ils s'opposent à la disparition des Départements et à la réduction du nombre de fonctionnaires dans les collectivités territoriales, du fait de la mutualisation.

Outre la réforme territoriale, ils critiquent le gel du point d'indice. Giovanni Corato, secrétaire général de la coordination syndicale de la CGT locale, regrette également le vote des sénateurs sur le premier volet de cet acte III, malgré une interpellation écrite du syndicat.



Les militants syndicaux hier à Strasbourg. Photo D. G.

# Auto La grande parade des BMW Z8

Une nouvelle voiture est arrivée lundi à la Cité de l'auto de Mulhouse. Il s'agit d'un exceptionnel prototype BMW Z7.

Ce prototype, vu uniquement aux salons de Tokyo et Chicago en 1999, a été prêté au musée mulhousien jusqu'à la fin de l'année par BMW. Il précède une armada de 49 BMW Z8 participant à une rencontre internationale de Z8, ce week-end dans le Haut-Rhin, à l'invitation du Z8 Club de France.

Cette voiture a été produite à seulement 5 703 exemplaires entre 1999 et 2003, et il n'y en a eu que 49 vendues en France. Les BMW Z8 auront leur « camp de base » à Thierenbach et rouleront aujourd'hui entre Vosges et vignoble, avec un arrêt au Vieil-Armand et une visite de Colmar. Là il sera possible d'admirer les voitures sur la place Rapp, de 16 h à



En prélude à la rencontre internationale des BMW Z8 en Alsace, ce week-end, le prototype Z7 est arrivé lundi à la Cité de l'auto de Mulhouse. Photo Tanaquil Dirand

17 h. Demain, les amoureux du roadster très sportif (V8 de 400 chevaux) pourront les admirer sur le parking du golf de Rouge-

## Question conso M6 boutique et garantie

Mme K., de Mulhouse, fait du « télé achat » et elle n'est pas satisfaite.

Question : J'ai acheté un produit par le biais de M6 Boutique qui est tombé en panne pendant la garantie (un an). Il a été remplacé. Peu de temps après son remplacement, j'ai rencontré un nouveau problème. Selon le vendeur, la garantie ne serait plus applicable. Puis-je bénéficier d'une prolongation de garantie puisque la panne est survenue lorsque la garantie était encore valable et que je n'ai pas eu l'usage de ce produit ?

Réponse : Les conditions générales de M6 Boutique confirment que la garantie contractuelle n'est valable qu'une année. Selon ces mêmes conditions générales, cette garantie n'est pas étendue, même si le produit tombe en panne est pris en charge pendant la période de garantie. Toutefois, l'art. L211-16 du code de la consommation prévoit qu'en cas de remise en état d'un bien couvert par la garantie commerciale, toute période d'immobilisation du bien d'au moins sept jours par le professionnel s'ajoute à la durée de la

garantie restant à courir. Si vous n'êtes pas dans ce cas de figure, ou si même en prolongeant la garantie contractuelle de la durée de la période d'immobilisation (déduction faite des sept premiers jours d'immobilisation), vous n'êtes plus couverte par la garantie commerciale. Vous pouvez tenter d'invoquer les deux garanties prévues par la loi :

- la garantie légale de conformité (art. L211-4 et suivants du code de la consommation) ;

- la garantie légale des vices cachés (art. 1641 et suivants du code civil).

Sachez qu'hormis la durée limitée de ces garanties (deux ans à compter de l'achat pour la garantie légale de conformité et deux ans à compter de la découverte du vice pour la garantie légale des vices cachés), il vous appartiendra de prouver (expertise à vos frais) que le produit est atteint d'un défaut de conformité ou d'un vice caché.

■ SOURCE Chambre de consommation d'Alsace, tél. 03.89.33.39.79 (Haut-Rhin) et 03.88.15.42.42 (Bas-Rhin) ; site internet : www.cca.asso.fr

## 14-18 L'Alsace, but de la guerre ?

Un échange sur le thème « 14-18 : l'Alsace, but de la guerre de la France ? » est prévue ce vendredi 27 juin, à Dannemarie, dans le cadre des « Rencontres du centenaire » proposées par la Région Alsace durant ces années anniversaires de la Première guerre mondiale. Cette rencontre sera animée par l'historien Francis Grandhomme, auteur avec son frère Jean-Noël de l'ouvrage *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, publié dernièrement à La Nuée Bleue. Elle est organisée en partenariat avec la commune de Dannemarie et l'Association du centenaire de la Bataille du moulin de la Caille, et aura lieu à partir de 20 h 30 au foyer de la Culture, rue des Jardins.

## Prisonniers palestiniens Le soutien d'associations alsaciennes

Sept associations d'Alsace de défense des droits de l'homme et de la Palestine (\*) ont tenu une conférence de presse, mercredi à Colmar, pour mobiliser l'opinion sur la situation des prisonniers palestiniens retenus en Israël. Quelque 80 prisonniers en détention administrative sur les 340 ont entamé une grève de la faim qui a duré un peu plus de deux mois. Après des négociations avec les autorités pénitentiaires, les grévistes ont cessé leur mouvement à l'approche du ramadan. Cependant, les détentions administratives continueront d'être appliquées. Pour anticiper de futurs mouvements du même type, « le gouvernement israélien prépare une loi autorisant l'alimentation forcée », révèle Guy Peterschmitt, président de l'AFPS 68. « Cette loi est considérée comme un acte de torture par l'association médicale mondiale ainsi que par le rapporteur spécial de l'ONU », précise Jean-Claude Meyer, de l'UJFP. « Les arrestations se sont multipliées, de façon arbitraire, après que trois jeunes israéliens aient été portés disparus en Cisjordanie contrôlée », relève Christian Rudechi, de l'AFPS 68. « Ces arrestations couvrent une période de six mois renouvelable indéfiniment, sans que les prisonniers connaissent les raisons de leur incarcération », s'indigne Guy Peterschmitt.

GdC

■ (\*) Association France Palestine Solidarité du Haut-Rhin, le Comité Catholique contre la Faïm et pour le Développement, l'Union Juive Française pour la Paix, Solidarité et Paix au Moyen-Orient, l'Union locale de la CGT de Colmar, le Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine de Strasbourg, et la Manne Colmar.

mont-le-Château de 10 h à 11 h ou sur le parking de l'Écomusée de 12 h à 15 h. Les participants se

retrouveront à la Cité de l'auto pour une soirée prestigieuse où sera dévoilé le prototype Z7, la mère de toutes les Z8.